

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5906 - Mardi 30 mai 2023 - Prix : 10 DA

Coupe de la CAF

**L'USMA refuse  
de jouer au stade  
Nelson-Mandela**

Page 16

Sécurité alimentaire

**Dessalement des eaux de mer, une alternative face au stress hydrique**

Page 2

**Quelques remarques sur  
la présidentielle turque**

Par Mohamed Habili

**L**es sondages s'étant trompés une première fois, en donnant le principal rival de Recep Tayyip Erdogan, Kemal Kılıçdaroglu, vainqueur au premier tour de la présidentielle turque, et même pour certains élu dès ce moment, avant d'en faire le vainqueur dans la perspective du deuxième, la prudence était de mise entre les deux tours et même tout au long de la tenue du scrutin, dimanche dernier. On se disait que du moment qu'ils s'étaient trompés une première fois, ils pouvaient encore le faire une deuxième. Il semble bien que ce sentiment ait prévalu partout, en Turquie et hors de Turquie, et qu'il ne soit tombé que lorsque le décompte des voix, très rapide dans ce pays, ce qui témoigne de la compétence de l'administration en charge de l'organisation des élections, soit vers sa fin, c'est-à-dire que lorsqu'il fut certain que l'avance prise par Erdogan lors du dépouillement ne sera pas rattrapée par la remontée de Kılıçdaroglu, parti de loin comme lors du premier tour. L'autre trait marquant de cette élection, particulièrement suivie dans le monde, est la participation, qui est restée élevée, bien qu'elle ait quelque peu baissé ce dimanche.

Suite en page 3

**Benabderrahmane évoque un surcroît d'attractivité du secteur**

## Assurances : une nouvelle loi attendue cette année



Pour attirer le plus grand nombre d'assurés et faire jouer à l'assurance son véritable rôle socio-économique, une nouvelle loi sur les assurances est en cours de préparation. Page 2

Poésie

**Salah Oudahar, les  
confessions involontaires**

Coupe de la CAF (Finale - aller) / Après le succès face aux Young Africans

**Benchikha exige une  
totale concentration**

Page 7

Page 15

Benabderrahmane évoque un surcroît d'attractivité du secteur

# Assurances : une nouvelle loi attendue cette année

■ Pour attirer le plus grand nombre d'assurés et faire jouer à l'assurance son véritable rôle socio-économique, une nouvelle loi sur les assurances est en cours de préparation.

Par Louisa A. R.

Lors de son discours aux travaux de la 49<sup>e</sup> Conférence de l'Organisation des assurances africaines (OAA), le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, fera savoir que les pouvoirs publics sont en phase de finaliser un nouveau projet de loi sur les assurances qui sera soumis aux deux chambres du Parlement avant la fin 2023 pour accroître l'attractivité du secteur des assurances en Algérie. Benabderrahmane a souligné, à cet effet, que le secteur en Algérie a connu plusieurs réformes qui ont favorisé l'ouverture du marché à de nouvelles sociétés privées et étrangères, le nombre de sociétés étant passé de 6 sociétés publiques en 1995 à 25 sociétés actuellement, à capital, public, privé, étranger ou mixte. En 2006, a-t-il noté, le cadre juridique a été renforcé, ce qui a favorisé le développement de l'activité d'assurance et par là même du volume du marché de trois fois durant les 15 dernières années, soit plus de 1,1 milliard de dollars en 2022.

Cependant et en raison du faible taux de contribution du secteur au PIB, à l'instar des pays africains où il ne dépasse pas 1 %, nos pays aspirent à améliorer la performance du marché à travers une série de mesures visant l'ouverture des marchés dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), le renforcement de la coopération et l'échange d'informations liées à la gestion des risques, notamment climatiques, a souligné le



PH/D. R.

Premier ministre. Il s'agit également, a-t-il dit, de la promotion de l'inclusivité du marché africain de la réassurance, ainsi que l'amélioration de la gouvernance et de l'adaptation des compagnies d'assurance et de réassurance. Ces procédures, a poursuivi Benabderrahmane, visent également à moderniser le marché des assurances à travers l'accélération de la cadence de la numérisation, la mise en place de plateformes numériques de souscription et d'indemnisation des victimes, ainsi que des moyens de paiement électroniques, outre la diversification des offres d'assurance dans le cadre de l'inclusion financière, la préparation du secteur pour la prise en charge de nouveaux

risques et l'amélioration de la qualité des services fournis aux assurés.

## Les gouvernements africains appelés pour soutenir le marché de l'assurance agricole

Le président de l'Organisation africaine des assurances (OAA), Ben Kajwang, a appelé les gouvernements africains à développer des subventions aux primes du marché de l'assurance agricole, soulignant que le marché de l'assurance agricole dans le continent reste sous-développé, en dépit d'importantes potentialités existantes. Dans ce contexte, le responsable a noté que le marché

des assurances agricoles reste sous-développé en Afrique avec une faible pénétration et une gamme de produits limitée. La plupart des primes d'assurance agricole sont proposées seulement dans quelques pays africains, a-t-il regretté, précisant que seulement 1 % des petits exploitants agricoles africains sont aujourd'hui couverts par l'assurance, alors que l'environnement économique mondial en général et l'Afrique en particulier connaît des moments difficiles avec une inflation croissante, une perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, ainsi que du phénomène de l'insécurité alimentaire.

Pour sa part, le président de l'Union algérienne des sociétés

d'assurance et de réassurances (UAR), Youcef Benmicia, a souligné que les efforts des acteurs du secteur africain de l'assurance, experts, gouvernements et organisations, devraient s'orienter vers la mise en place de systèmes assurantiels à même de transférer les risques naturels et climatiques. L'objectif, a-t-il précisé, est de développer et fournir des produits d'assurance compatibles avec les besoins des populations. Benmicia a également relevé que cette conférence constitue une occasion d'échanger des expériences et de dégager des solutions pratiques et des recommandations pour relever le défi de la sécurité alimentaire.

L. A. R.

## Sécurité alimentaire

# Dessalement des eaux de mer, une alternative face au stress hydrique

Face au stress hydrique qui touche plusieurs pays arabes depuis quelques années, en raison des changements climatiques notamment, avec une pluviométrie assez faible, des spécialistes préconisent le recours au dessalement de l'eau de mer.

A cet effet, le chercheur et expert en eau et environnement, Ahmed Kettab, a estimé, hier, que le dessalement de l'eau de mer figure parmi les solutions efficaces à mettre en œuvre pour lutter contre le stress hydrique caractérisant les pays arabes et qui affecte la sécurité alimentaire dans cette région, a estimé, hier, le chercheur et expert en eau et environnement, Ahmed Kettab. S'exprimant au cours des travaux de la Conférence scientifique

organisée à l'Ecole supérieure de biotechnologie à Constantine sous le thème «La sécurité alimentaire dans le monde arabe», M. Kettab, également expert et membre fondateur du Conseil arabe de l'eau, a indiqué que le problème de l'eau touche les pays arabes, d'où l'importance, selon lui, de recourir à la solution de dessalement des eaux pour répondre aux besoins exprimés en la matière. Selon des statistiques scientifiques, un habitant a besoin d'un minimum de 1 000 m<sup>3</sup> d'eau par an, a ajouté l'expert, par ailleurs chercheur et enseignant à l'Ecole nationale polytechnique et membre du Conseil d'administration de l'Institut méditerranéen de l'eau. En Algérie, a ajouté le même expert, 17 % de la population

était alimentée en 2022 par les eaux dessalées. En 2024, c'est 40 % de la population qui sera alimentée par les eaux dessalées, alors qu'en 2030 le taux de la population qui sera approvisionnée par les eaux dessalées sera de l'ordre de 60 %. Selon l'expert, l'Algérie dispose actuellement de 11 stations de dessalement des eaux de mer avec un volume de dessalement de l'ordre de 2,2 millions m<sup>3</sup> d'eau dessalée par jour, un chiffre devant atteindre les 6 millions m<sup>3</sup>/jour d'ici à 2030, au fur et à mesure de l'entrée en service des 14 stations de dessalement prévues. Saluant la «prouesse» réalisée par l'Algérie en matière de dessalement des eaux de mer, il a préconisé d'aller vers des stratégies «palliatives»

comme l'exploitation des eaux souterraines du nord et du sud du pays, opter pour la bonne gestion et le management performant des eaux en plus du renforcement de la réglementation en la matière, la formation et la sensibilisation. Le même expert, qui a fait état d'un déficit flagrant en matière d'utilisation des eaux usées, a plaidé pour une formation actualisée et innovante en mesure, a-t-il dit, de répondre à cette préoccupation et faire gagner au pays des volumes d'eau qui seront utilisés dans l'irrigation notamment. De son côté, le Docteur Fadel Zoghbi, expert en sécurité alimentaire de Jordanie, a insisté sur l'impératif de s'orienter vers la technologie, l'unique voie, a-t-il dit, à même de lutter contre la pression exer-

cée sur les ressources naturelles du monde arabe. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné, en janvier dernier, l'élaboration d'un plan pour la généralisation de ces stations tout le long de la bande côtière. Actuellement, l'eau dessalée couvre seulement 15 % des besoins en eau potable, grâce à 24 stations qui produisent quotidiennement 2,2 millions de m<sup>3</sup>. Ce taux devrait passer en 2024 à 42 %, avec la mise en service des 5 stations de dessalement, en cours de réalisation. D'ici à 2030, le taux d'eau potable issu du dessalement sera de 60 %, avec la mise en service de 6 autres stations de dessalement dont les travaux de réalisation seront lancés en 2025. Meriem Benchaoua

Bac et BEM

# Lutte contre la triche et la fuite des sujets : «Toutes les mesures prises»

■ «Les sujets des examens de fin d'année (Bac et BEM) porteront sur les cours enseignés en classe», a rassuré, hier, l'inspecteur général au ministère de l'Education, Mustapha Benzemrane, précisant que «toutes les mesures ont été prises pour lutter contre la triche et la fuite des sujets».



Ph/D. R.

Par Thinhinane Khouchi

**S'**exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, Benzemrane a indiqué que contrairement aux années précédentes, «l'année scolaire 2022/2023 a été calme», ajoutant que «les établissements d'enseignement ont connu une stabilité remarquable cette saison par rapport aux saisons précédentes, ce qui a permis la bonne mise en œuvre des programmes éducatifs réglementés, et ce, grâce aux efforts concertés par les enseignants, les directeurs et les parents d'élèves, ainsi que les organisations syndicales». Concernant les examens de fin d'année, l'inspecteur général au ministère de

l'Education a indiqué que les sujets d'examen du baccalauréat ainsi que ceux du BEM sont inclus dans le programme scolaire. «On ne peut pas donner de questions en dehors du programme scolaire enseigné durant cette année», dira l'invité de la Chaîne 1. Concernant la triche et la fuite des sujets durant les examens officiels, notamment le baccalauréat, l'invité de la radio a indiqué que «les élèves et les parents doivent se concentrer sur la révision de manière sereine et ne pas accorder d'importance aux rumeurs qui peuvent circuler sur les réseaux sociaux concernant les sujets d'examen». Par ailleurs, l'inspecteur général au ministère de l'Education a affirmé que le staff en charge de l'élaboration et de

l'impression des sujets des épreuves du baccalauréat, composé de 131 cadres, est actuellement en quarantaine totale. En outre, Benzemrane a fait état de 1 590 576 candidats (scolarisés et libres) à l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), prévu du 5 au 7 juin prochain, et à l'examen du baccalauréat, prévu du 11 au 15 juin prochain. Selon l'invité de la radio, ils seront 800 061 candidats, dont 52 % de filles, à passer l'examen du BEM à travers 2 967 centres d'examen et 790 515 candidats, dont 59 % de filles, à passer l'examen du baccalauréat à travers 2 674 centres d'examen. Par rapport à la précédente session, le nombre de candidats est en hausse avec 108 213 candidats supplémentaires aux deux exa-

mens, a fait observer Benzemrane. En revanche, le nombre de candidats libres est en baisse par rapport à la précédente session, avec 9 648 candidats en moins cette année. Il est à rappeler que le ministre de l'Education nationale avait lui aussi assuré que «les sujets des épreuves de ces deux examens seront à la portée d'un élève de niveau moyen, ayant suivi régulièrement les cours jusqu'à la fin du troisième trimestre», précisant que «les sujets concerneront les cours dispensés en présentiel». Il avait également assuré que «tous les établissements scolaires resteront ouverts pour les candidats en présence des enseignants pour assurer la révision».

T. K.

Air Algérie

## Ouverture des plis pour l'acquisition de 10 aéronefs

**L**a compagnie aérienne nationale Air Algérie a procédé, hier à Alger, à l'ouverture des plis des offres relatives à la consultation internationale lancée pour l'acquisition de 10 aéronefs.

L'ouverture des plis s'est déroulée au siège de la Direction générale d'Air Algérie, en présence des membres de la commission chargée de cette opération, du chef de ce projet au niveau de la compagnie, de sa responsable juridique et d'un huissier de justice.

La consultation internationale ayant pour objet l'acquisition de

six avions gros porteurs (quatre aéronefs A330-200/300 GE et deux A330-900), ainsi que quatre autres avions moyens porteurs (deux aéronefs B737-800 et deux B737-9 Max), a été lancée dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relative au renforcement de la flotte aérienne d'Air Algérie.

La compagnie avait prolongé jusqu'au 29 mai le délai de réception des offres, fixé initialement au 22 mai.

L'ouverture des plis sera sui-

vie «dans une dizaine de jours de l'évaluation des offres qui sera confiée à une commission compétente», ont précisé des responsables d'Air Algérie en marge de la cérémonie d'ouverture des plis, ajoutant qu'«une commission de négociation prendra par la suite le relais dans la perspective de finaliser l'opération».

Selon la même source, «quatre aéronefs devraient être réceptionnés dans le cadre de cette opération au cours du dernier trimestre de l'année en cours (2023), alors que les six

autres avions devraient être livrés durant le premier semestre de l'année 2024, selon le planning établi par Air Algérie».

L'acquisition de ces 10 aéronefs représente la deuxième phase du plan d'Air Algérie pour renforcer sa flotte, après le lancement de l'opération d'acquisition de 15 aéronefs, dont le marché a été attribué provisoirement aux constructeurs aéronautiques Boeing et Airbus. Le marché des moyens porteurs (huit avions) a été attribué à l'américain Boeing, tandis que celui des gros porteurs (sept avions) a été attribué

### LA QUESTION DU JOUR

#### Quelques remarques sur la présidentielle turque

Suite de la page une

**D**ans les deux cas, elle se situe à un niveau élevée en comparaison de ce qu'elle est dans bien des pays occidentaux. Elle témoigne à elle seule de la vitalité du système politique turc, quoi qu'il puisse être en lui-même, une démocratie ou une dictature. La régularité du scrutin est à relever elle aussi, même si le camp perdant a trouvé à y redire sur la fin, peut-être non sans de bonnes raisons. Mais que dans l'ensemble les résultats annoncés soient conformes aux choix des électeurs, cela ne fait pas de doute. La confortable réélection d'Erdogan est d'autant plus remarquable qu'elle s'est faite dans une conjoncture économique défavorable, marquée notamment par une forte inflation, galopante même, préciseront certains. Elle n'a pas été lettre morte pour autant, car sans elle, Erdogan aurait été élu dès le premier tour, une règle pour la première fois mise en défaut dans l'histoire électorale de la Turquie. Cette réélection serait-elle due à une forte polarisation de l'opinion turque, bien plus qu'à la qualité des candidats, ou même à leurs programmes ? La réponse à cette question serait plutôt négative si par polarisation on a en vue une situation comparable à celle qu'on observe aux Etats-Unis, où en effet deux sociétés différentes se font face ces dernières années, et qui s'affronteront à nouveau dans les urnes en novembre 2024. Si les deux candidats turcs sont porteurs de deux visions de la société, comme c'est le cas aux Etats-Unis, leur opposition n'est pas aussi tranchée que celle qu'il y a entre les deux principales familles politiques américaines, il s'en faut même de beaucoup. Il n'y a pas aujourd'hui en Turquie un climat de guerre civile blanche comme aux Etats-Unis, ni jusqu'à un certain point comme au Brésil, par exemple. Une nette majorité de Turcs a réélu une personnalité marquante, un leader politique affirmé, peut-être davantage pour ce qu'il est que pour ce qu'il incarne. Elle l'a fait en principe pour la dernière fois, puisque la Constitution turque ne permet pas à Erdogan de se représenter à l'expiration de son deuxième mandat, qui commence.

M. H.

à l'européen Airbus.

Dans ce cadre, Air Algérie avait signé le 17 mai un contrat avec le constructeur américain Boeing pour l'acquisition de ses huit avions moyens porteurs, dont les premières livraisons devraient avoir lieu en 2027.

Le contrat avec Airbus pour l'acquisition des sept autres avions devrait être signé «prochainement», selon les responsables d'Air Algérie.

Amar G.

Lutte contre le changement climatique

# L'Afrique en quête de financements pour un «avenir vert»

■ *L'Afrique, ce continent richissime en ressources naturelles et humaines, qui représente à peine 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais qui en paie les plus lourdes conséquences, est déterminée à mobiliser les financements nécessaires pour lutter contre les effets du changement climatique, en adoptant des solutions financières innovantes, en y impliquant plus la communauté internationale et le secteur privé, tout en œuvrant pour une meilleure attractivité vis-à-vis des investissements.*

Par Halim N.

**P**our y parvenir, une reconsidération de l'échelle et la manière de l'implication du secteur privé, qui ne contribue actuellement qu'à 14 % des financements climatiques en Afrique, semble donc une option incontournable, avec pour mot clé : «*dérisquer*» l'investissement vert pour encourager ce secteur à s'impliquer davantage dans l'action climatique en Afrique, tout en accélérant la mise en œuvre des initiatives encourageant son épanouissement, à l'instar de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Mais la réussite d'une telle démarche nécessite également plus de garanties étatiques au profit des investisseurs privés, en plus d'une refonte des outils et approches des banques multilatérales et des institutions financières de développement.

C'est le résumé de la feuille de route qui s'est dégagée des discussions des gouverneurs des banques centrales et ministres des Finances africains, dont le premier argentier de l'Algérie, Laaziz Faïd, réunis en tant que gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD) qui a tenu, du 22 au 26 mai à Charm el Cheikh en Egypte, ses 58<sup>e</sup> Assemblées annuelles autour du thème : «Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique».

En présence de quelque 4 000 participants, venus des 81

pays actionnaires (54 africains et 27 hors du continent) de la plus importante institution financière régionale, le Conseil des gouverneurs de la BAD, dont la présidence a été cédée par l'Egypte au Kenya, ainsi que plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement africains et d'experts, ont convenu que l'Afrique, qui, malgré tous les vents contraires, devrait réaliser une bonne croissance en 2023-2024 (4 % et 4,3 %), est dans l'obligation de trouver des solutions urgentes pour financer son action climatique, souffrant d'un déficit annuel moyen de 127 milliards de dollars.

Ainsi, les banques et institutions financières de développement «devraient se montrer moins averses au risque, en réduisant prudemment leurs ratios d'adéquation du capital, en établissant des mécanismes en matière de capital et de liquidités taillés sur mesure et en réévaluant les normes réglementaires existantes en matière de capitaux et autres normes prudentielles, pour passer progressivement d'un financement par projet au financement d'une transition durable à l'échelle du système», a, dans ce sens, recommandé le rapport des perspectives économiques en Afrique pour 2023, présenté lors des Assemblées.

Convaincu que «l'avenir de l'Afrique est vert», le président du groupe de la BAD, Akinwumi Adesina, a invité les pays développés à tenir leurs engagements en matière de soutien de l'action climatique en Afrique, des promesses jusque-là «non tenues».

Le président en exercice de



l'Union Africaine (UA), Azali Assoumani, a plaidé, à son tour, pour l'augmentation des Droits de Tirage Spéciaux du FMI alloués aux pays du continent. Des ressources supplémentaires qui doivent être «canalisées rapidement vers les pays qui en ont le plus besoin, y compris par le biais des banques multilatérales de développement».

## L'engagement de l'Algérie fortement salué

Cette édition des Assemblées annuelles de la BAD a été, par ailleurs, une autre occasion pour saluer l'engagement ferme de l'Algérie envers l'Afrique, un engagement affirmé et réaffirmé,

à chaque occasion, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

«Je salue les efforts de l'Algérie pour soutenir les pays africains à revenus très bas. Je salue aussi l'engagement de l'Etat algérien pour sa contribution à la reconstitution du Fonds africain de développement, avec 10 millions de dollars, soit une contribution très importante, qui fait de l'Algérie l'un des plus importants contributeurs africains dans ce fonds», a déclaré M. Adesina à l'APS.

«J'apprécie notre engagement et notre collaboration ensemble. L'Algérie est un pays très important pour la BAD», a-t-il soutenu, tout en exprimant «le

soutien» de la BAD au projet du gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie.

Dans sa dernière entrevue avec les médias algériens, le Président Tebboune avait mis l'accent sur la nécessité pour l'Algérie, qui a décidé d'injecter un milliard de dollars dans le budget de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement pour financer des projets vitaux dans des pays africains, d'avoir une «présence effective» dans le continent et de «se concentrer sur les efforts de développement de l'Afrique».

H. N.

Séminaire régional sur la numérisation

## Une gestion moderne pour promouvoir les métiers de l'artisanat

**S**ous le patronage du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, s'est ouvert dimanche le séminaire régional «Ouest» sur la thématique de la numérisation de la carte d'artisan et la modernisation de la gestion des métiers. Aïssa Boulahya, wali de Mostaganem, accompagné du président de l'APW, a donné le coup d'envoi de la manifestation qui a regroupé pas moins de 15 directeurs des Chambres de l'artisanat traditionnel et des métiers ainsi que 16 chefs de service, représentant les CAM de l'ouest et sud-ouest du pays. Cette rencontre informative et pédagogique est la deuxième du genre qui fait suite à celle qui vient de s'achever à Biskra. Celle de Mostaganem sera suivie par une autre rencontre de synthèse et de clôture au niveau de la wilaya de Tipasa, a-t-on appris. Ce séminaire, organisé par la Direction du tourisme et de l'artisanat en

collaboration avec la CAM de Mostaganem au Complexe touristique «Kasr Al Mansour», station balnéaire des Sablottes (Mazagran), a été animé par le directeur général des Chambres de l'artisanat et des métiers, Kamel Bouaam, le président national des CAM, Mohamed Chennoufi, ainsi que d'autres membres de leur staff. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République et du ministère du Tourisme, visant la numérisation de la carte d'artisan et l'amélioration du service public, à assuré avec insistance le DG des CAM. Aïssa Boulahya a rappelé les orientations des pouvoirs centraux, insistant sur la promotion des métiers par la formation tout en préconisant l'amélioration des services pour mieux promouvoir l'emploi. Devant l'assistance, le DG des CAM, Kamel Bouaam, a donné de nombreuses explications sur le processus de gestion

électronique des artisans, à travers la plateforme numérique créée à l'effet d'améliorer la gestion avec efficacité. Cela servirait à rapprocher la proximité au maximum, citant plusieurs cas d'espèce susceptibles d'être rencontrés au niveau des CAM avec divers artisans. A cet effet, après débat avec des cadres de certaines CAM durant la matinée, l'équipe ministérielle, armée de supports pédagogiques, s'est investie dans des démonstrations pratiques allant du démarrage de l'inscription d'un artisan jusqu'à la finalisation des exemples suggérés. Avec telles démonstrations, on a tenu compte d'éventualités pouvant survenir et être résolues par le système qui pilote la plateforme numérique, dont la sécurisation est maximale. En facilitant la tâche aux artisans avec la gestion électronique, on garantit la préservation de leurs intérêts acquis dans la légitimité. Kamel Bouaam et le président

national des Chambres de l'artisanat et des métiers n'ont pas manqué de rappeler que cette numérisation de la carte d'artisan, à travers une plateforme, permettra aux artisans de promouvoir leurs produits de manière plus efficace et de toucher une large audience qui contribuerait ainsi à la dynamisation de l'économie locale et à la préservation du patrimoine artisanal de la région. A noter, par ailleurs, que la CAM de Mostaganem, comme d'autres, a lancé en septembre 2021 sa plateforme numérique, laquelle a été suivie de sessions de formation organisées tout au long de l'année. Ces sessions formatives ont pour but d'initier les artisans à l'utilisation de la plateforme électronique, notamment pour l'obtention rapide de leur carte numérique et la mise en ligne des produits à promouvoir.

Lotfi Abdelmadjid

CNEP

# 991 milliards DA de crédits accordés en 2022

■ La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) a accordé pour 991 milliards DA de crédits en 2022, en hausse de 8,3 % par rapport à 2021, destinés essentiellement au financement des projets et des crédits immobiliers aux particuliers, a appris l'APS auprès de cette banque publique. Selon les données de la banque, les crédits immobiliers aux particuliers viennent en tête avec 611 milliards DA, soit une hausse de 8,7 % par rapport à 2021 (557 milliards DA).



Par Salima K.

**D**'autre part, les crédits syndiqués (crédits en partenariat avec d'autres banques) sont passés de près de 188 milliards DA en 2021 à plus de 219 milliards DA en 2022 (+14 %).

Les crédits accordés aux promoteurs immobiliers ont atteint 123 milliards DA, contre 2,2 milliards DA pour les crédits de location, 850 millions DA pour les crédits automobiles, 326 millions DA pour les crédits location-habitation et 28 millions DA pour les prêts personnels. Selon les mêmes données, les crédits d'exploitation se sont élevés à plus de 685 millions DA, contre près de 788 millions DA d'autres

crédits réunis et près de 1,2 milliard DA en 2021.

La durée de traitement des dossiers de crédits est fixée entre deux à 30 jours, affirme la «Cnep-banque», soulignant qu'«un projet de numérisation du traitement des demandes de crédits est en cours pour améliorer le service».

La banque, dont le capital social est estimé à 46 milliards DA, a réussi à augmenter le produit net bancaire (PNB) de près de 40 milliards DA en 2021 à près de 42 milliards DA en 2022 (+4,49 %).

Quant au résultat net, il est passé de près de 5,4 milliards DA en 2021, à plus de 10 milliards DA en 2022 (+48 %).

Un total de 96 914 nouveaux

comptes ont été ouverts l'année dernière auprès de la banque, portant ainsi le nombre global à près de 9,2 millions de comptes. Vingt-deux nouvelles agences bancaires sont venues renforcer le réseau de cette banque publique qui compte désormais 222 agences.

## Des opérations de e-paiement d'une valeur de 120 milliards DA

Parallèlement, la «CNEP-banque» poursuit son processus de numérisation en vue de réaliser l'inclusion financière, où le montant des opérations réalisées via les TPE l'an dernier s'est élevé à près de 120 milliards DA, contre près de 72 Mds DA en

2021 (+39 %).

Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation du nombre des TPE de la banque, passant de 874 TPE en 2021 à 1991 TPE en 2022, tandis que le nombre des opérations réalisées via ces terminaux est de 24 912 opérations, contre 8 559 en 2021.

En 2022, la banque a distribué plus de 122 000 cartes interbancaires (CIB), portant ainsi le nombre global à 1,5 million de CIB. De surcroît, 7 nouveaux distributeurs et guichets automatiques sont entrés en service, portant leur nombre à 181 appareils.

Concernant le nombre des opérations de retrait effectuées via ces distributeurs et guichets, il est passé de près de 1,8 million d'opérations d'une valeur de près de 26 Mds DA en 2021 à près de 2,2 millions d'opérations d'une valeur d'environ 30 Mds DA en 2022. Dans le même contexte, la banque a ouvert 4 nouveaux espaces numériques en 2022, portant leur nombre total à 20 espaces à la fin de l'année. De plus, trois autres espaces ont été ouverts au cours du premier trimestre de 2023.

## La finance islamique mobilise plus de 90 Mds DA

Parmi les réalisations ayant également marqué l'année 2022 pour la «CNEP-banque», figure le développement de l'activité de la finance islamique, où la valeur des fonds déposés dans le cadre du service «Rasmali» a

dépassé les 90 Mds DA, contre plus de 70 Mds DA en 2021 (+21 %). Les fonds déposés dans le cadre des autres produits de la finance islamique sont passés de 1,6 Mds DA en 2021 à plus de 3,1 Mds DA en 2022.

Cela est dû à l'augmentation du portefeuille des comptes des clients de la finance islamique, passant de 3 582 comptes en 2021 à 7 210 comptes en 2022 (+50 %), avec une augmentation du taux de transfert des dépôts islamiques de 22 % à 60 %.

Le nombre de dossiers de financement islamique acceptés l'an dernier s'élève à 342 dossiers d'une valeur de 1,8 Mds DA, contre 68 dossiers en 2021, d'une valeur de 360 millions DA. La banque compte 81 guichets de la finance islamique répartis dans 44 wilayas, contre 48 guichets en 2021.

S. K.

## Energie et mines Arkab reçoit une déléation du groupe saoudien «Delta Energy»

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, dimanche, une déléation du Groupe saoudien «Delta Energy», conduite par son président-directeur général (P-DG), M. Badr Al-Aiban, indique un communiqué du ministère. Selon la même source, les deux parties ont évoqué les opportunités d'affaires et d'investissement entre Sonatrach et Delta Energy «dans le domaine des hydrocarbures, de l'amont à l'aval, à travers l'établissement de projets d'investissement prometteurs mutuellement bénéfiques». Les deux parties se sont félicitées, à cette occasion, des «relations historiques et fraternelles établies entre l'Algérie et le Royaume d'Arabie saoudite, notamment dans le secteur de l'Energie et des Mines», ajoute le communiqué. Le ministre de l'Energie et des Mines a mis l'accent, lors de cette rencontre, sur «l'importance de la coopération et du partenariat entre les sociétés algériennes et saoudiennes», passant en revue, à cette occasion, les opportunités d'investissement et de partenariat offertes par le secteur, notamment dans le domaine de la prospection, du développement et de l'exploitation des hydrocarbures, en particulier dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures qui offre de nombreux avantages et facilités aux investisseurs.

R. E.

## Pêche

# Des contrôles intensifs pour s'assurer de la salubrité des produits

**L**e ministère de la Pêche et des Productions halieutiques veille, à travers des équipes mixtes composées de vétérinaires et d'inspecteurs relevant du ministère et des départements du Commerce et de l'Agriculture, à intensifier les contrôles pour s'assurer de la salubrité des produits halieutiques, notamment en période de fortes chaleurs.

Dans ce cadre, le directeur du contrôle des activités de la pêche, de l'aquaculture et de la régulation du marché au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Abderrahmane Hentour, a expliqué à l'APS que des vétérinaires et des inspecteurs procédaient périodiquement au contrôle des produits halieutiques afin de s'assurer de leur salubrité avant d'être mis à la vente. Il a fait état, à ce titre, d'efforts en cours pour augmenter le nombre de vétérinaires afin de renforcer leur présence au niveau local, pour davantage de «transparence» et de «contrôle», a priori et a poste-

riori, des produits halieutiques. Les produits halieutiques sont contrôlés dès leur arrivée au port par des vétérinaires des secteurs concernés et par l'Inspection vétérinaire de wilaya pour s'assurer de leur qualité, a-t-il fait savoir, précisant que ce contrôle est également assuré au niveau des barrages et des plans d'eau. Selon M. Hentour, les conditions liées au stockage, à la chaîne de froid et au conditionnement sont elles aussi contrôlées jusqu'à l'arrivée des produits halieutiques aux unités de commercialisation ou de transformation. «Une fois le contrôle qualité des produits terminé, le vétérinaire délivre un certificat sanitaire autorisant le transfert des produits halieutiques du port vers les points de vente ou les unités de transformation», a-t-il expliqué. Dans ce sens, M. Hentour a souligné que le réseau de distribution des produits halieutiques avait été renforcé par l'acquisition de plusieurs camions frigorifiques afin de garantir la sécurité des produits et leur arrivée aux

consommateurs dans les conditions sanitaires requises.

Il a, en outre, affirmé que le réseau logistique était «performant» et réunissait toutes les conditions nécessaires à même de faire parvenir les produits halieutiques des ports jusqu'aux endroits les plus reculés du Sud dans de bonnes conditions sanitaires. Par ailleurs, il a fait observer que les produits halieutiques exportés vers les Etats européens étaient parfaitement conformes aux normes et conditions en vigueur, ce qui témoigne de la qualité de la production halieutique locale. Il a également appelé les commerçants au respect des conditions de la vente des produits halieutiques en les conditionnant dans de la glace pilée, en les transportant dans des camions frigorifiques, tout en veillant à adopter la culture de l'autocontrôle notamment à l'approche de la saison estivale.

Pour ce qui est de l'aquaculture, il a affirmé que le contrôle se faisait «en amont et en aval» par la Direction des services vétérinaires

pour s'assurer de la qualité, de l'origine et de la conformité des intrants de l'aquaculture aux conditions sanitaires, notamment des aliments.

Par ailleurs, il a mis en exergue le rôle considérable que joue le Laboratoire national de contrôle et d'analyse des produits de la pêche, de l'aquaculture et la salubrité des milieux, à savoir effectuer, entre autres, des analyses sur les eaux de l'aquaculture, les cages flottantes et au niveau des bassins de l'aquaculture continentale pour s'assurer de la salubrité des eaux et des produits halieutiques durant leur élevage. De plus, le responsable a souligné que le Laboratoire a signé de nombreux accords avec les aquaculteurs en vue de garantir un contrôle périodique de leurs produits, indiquant qu'il a été équipé de techniques de pointe, outre le matériel de contrôle qui permet de détecter tout type de bactérie susceptible de toucher les poissons.

Fatah S.

Poésie

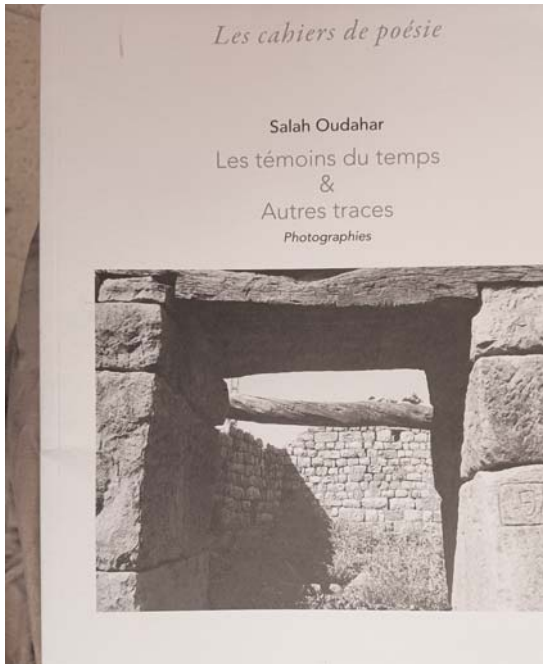
# Salah Oudahar, les confessions involontaires

■ Salah Oudahar est de cette veine de poètes qui s'est mis à l'écriture par passion et amour des mots.

Par Lounès Ghezali

La poésie naît de l'éternelle interrogation sur la vie. Par sa sensibilité profonde, l'artiste ou le poète n'arrêtera jamais sa tentative de créer ce monde proche de ses rêves. Celui qui serait bâti sur les folies de ses souvenirs ou de son imagination. Seuls les mots peuvent remplir la vie du poète y compris quand celle-ci est bien pleine, c'est-à-dire loin de celles faites d'ennuis et de dégouts. Salah Oudahar est de cette veine de poètes qui s'est mis à l'écriture par passion et amour des mots. Au-delà de ses thèmes variés mais profondément empreints de nostalgie, on y lit presque pour ainsi dire, une sorte de confession involontaire. Des éclairages sur sa vie passée à Tizirt... «*Le cap Tedlès plonge dans la mer/ Le surgissement du matin/ La maison où je suis né / Témoin du temps*»... Un peu comme au jeu du miroir, de petits sautilllements narratifs rappellent ses premiers émois, les premières choses vues. Toute cette panoplie de souvenirs qui nichent à la lisière de la mémoire. Ceux qui surgissent à chaque fois que le désir de retourner à l'enfance se fait sentir. A chaque envie de chevaucher le temps et toutes ses intrigues, pour retourner à l'innocence des premiers instants de vie.

Dans ce recueil intitulé «*Les témoins du temps et autres traces*», publié aux éditions «A



plus d'un titre» en France, Salah Oudahar étale des lieux outragés par le destin... «*Les pierres ne sont pas muettes/ Pour qui parle la langue du silence...*» Ces lieux, à eux seuls, racontent des histoires et pendent des souvenirs. Ils sont les seuls gages d'éternité. Mais parfois l'auteur glisse sa plume vers les traces éphémères. Celles vagabondes ou celles des vagues où

la mer justement est omniprésente. Salah Oudahar, comme tout poète, se contente souvent d'un petit rien mais capable de produire l'enchantement. Capable de produire dans l'esprit cette féconde inspiration.

En plus des lieux, l'enfance, l'exil, il y a cette obsession du temps pour dire que, quel que soit le poids du rêve, le monde demeurera toujours avec sa part



de cruauté pour l'Homme. Dans ce recueil, Salah Oudahar peint néanmoins les choses avec réalisme. Il tente de nouer des faisceaux malmenés par l'inlassable et néanmoins cruel souverain : le temps. Il peint toutes ces choses qui passent dans une antériorité très signifiante. Quelquefois, en plus de ces poèmes simples en apparence mais nimbés de quelques marques énigmatiques, des photos se déploient comme une continuité narrative. Elles donnent du sens aux vers qui, eux,

suivent de temps en temps, des méandres déroutants. Ces photos mettent une sorte de dualité entre les petites folies du poète et le dur démenti de la réalité. Ce livre, en plus de son format agréable et dépouillé, peut se lire comme une petite saga autobiographique. Une autobiographie à la cadence et aux fluctuations du poète. «*Les témoins du temps et autres traces*», recueil de poèmes de Salah Oudahar sorti aux éditions «A plus d'un titre» en France.

L. G.

Salon national des arts plastiques de Tébessa

## Une forte participation enregistrée

La 15<sup>e</sup> édition du Salon national des arts plastiques s'est ouverte dimanche à la Maison de la culture Mohamed-Chebouki de Tébessa, avec la participation de 40 plasticiens venus de plusieurs wilayas du pays.

82 œuvres plastiques sont exposées par les artistes participants qui représentent 15 wilayas, a précisé Mounir Mouisse,

directeur de cet établissement culturel.

Les toiles exposées reflètent la richesse du patrimoine matériel et immatériel des différentes régions du pays, dont l'artisanat traditionnel et sa riche gamme de produits authentiques ainsi que des paysages naturels saisissants, selon le même cadre.

Le programme du salon de trois jours

prévoit une sortie touristique en l'honneur des participants qui seront invités à découvrir les précieux monuments de cette wilaya, dont la porte de Caracalla, la muraille byzantine et la basilique, selon le même responsable.

Cette sortie sera suivie d'un atelier de dessin au musée de Minerve, où les participants pourront dessiner les vestiges et

monuments qui y sont conservés.

En marge de l'ouverture du salon, une convention de coopération dans le domaine notamment de l'audiovisuel a été signée entre la Maison de la culture et le Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) El-Wafi-Telli de Tébessa.

M. K.

## Festival de la musique et de la chanson kabyles de Béjaïa Début des présélections des candidats

Une séance de présélection des candidats devant participer au 13<sup>e</sup> Festival culturel de la musique et de la chanson d'expression kabyle, prévu à Béjaïa du 4 au 8 juin, s'est ouverte dimanche à la maison de la culture, avec l'objectif de désigner huit jeunes talents pour prendre part à l'événement, a-t-on appris des organisateurs.

Une trentaine de jeunes artistes, âgés de moins de trente ans, auteurs au moins de deux titres (chansons ou instrumentales), sont en lice et tenteront de décrocher cette première étape qualificative, synonyme de tous les espoirs, notamment celui de

se faire connaître du grand public en présence d'un orchestre professionnel, et la possibilité de participer au Festival de la chanson amazighe de Tamanrasset.

Cette première étape est également une opportunité d'enregistrer un single avec l'appui du festival et l'Office national de droits d'auteur et droits voisins (ONDA), a-t-on ajouté de même source.

Au début de cette séance, chaque candidat faisait preuve d'un ostensible enthousiasme et détermination pour passer l'épreuve et impressionner les membres du jury, a-t-on constaté sur place. «*J'ai donné le maxi-*

*mum de mes compétences*», a déclaré un des candidats encore sous le coup de l'émotion, reconnaissant que «*la concurrence est rude*» et tentant, néanmoins, de rester optimiste en espérant décrocher une place parmi les huit gagnants et avoir l'opportunité de se produire dans ce festival. Le programme de l'événement, dévoilé aujourd'hui par son commissaire, le chanteur Lyazid Abdi, plus connu sous son nom d'artiste «Azifas», est des plus colorés et des plus éclectiques, avec la participation d'une cinquantaine d'artistes confirmés.

«*Il n'y aura pas de têtes d'affiches, ni d'ultra vedettes*», a-t-il

expliqué, soulignant que «*l'objectif est de répondre aux goûts du plus large public en privilégiant la qualité des textes et des airs*». «*Le festival va être un miroir qui reflètera la richesse de la chanson et de la musique d'expression kabyle au travers d'une cinquantaine d'artistes authentiques, performants et pleins d'intensité*», a-t-il ajouté.

Trois plateaux seront à l'honneur durant ces quatre jours, animés quotidiennement aussi bien par «les anciens» que par la relève, avec en toile de fond, à chaque fois, l'organisation d'un hommage à l'artiste et moudjahid Arezki Bouzid, qui a tant donné à la scène artistique locale.

Parmi les invités, outre les lauréats de la 12<sup>e</sup> édition, en l'occurrence Sid Ali Zaidi, Yasmine Cheikh et Lisa Hamiz, il est attendu la production de Ferhat Brihi, Rachid Ferhani, Zoubir Moussaoui, Manana, Hafid Amour, H'sinou Fadel, Ferhat Hamdi, Nassima, Kamel Slimane, Kherraz Boubekeur, Ghilas, Mounia Ait Meddour, Melissa Sikhi et Meziane Izourane.

Parallèlement aux soirées de Béjaïa ville, les organisateurs ont programmé des galas similaires dans les communes de Melbou, Oued Ghir et Barbacha ainsi que des conférences sur des thèmes en rapport avec la chanson.



Espagne

# Pedro Sánchez crée la surprise en convoquant des législatives anticipées

■ Le Premier ministre socialiste espagnol, Pedro Sánchez, a annoncé, hier, la convocation surprise d'élections législatives anticipées le 23 juillet, afin de tenter de prendre à contre-pied les conservateurs, vainqueurs sans appel du double scrutin municipal et régional de dimanche.

Par Rosa C.

La mine grave, M. Sánchez a indiqué, lors d'une allocution télévisée, avoir communiqué au roi Felipe VI, le chef de l'État, sa décision de «dissoudre le Parlement et de procéder à la convocation d'élections générales». Ces élections auront lieu «le dimanche 23 juillet», soit durant le semestre de présidence espagnole du Conseil européen, qui commence le 1<sup>er</sup> juillet, a-t-il ajouté depuis le Palais de la

Moncloa, siège du gouvernement espagnol. «J'ai pris cette décision à la vue des résultats des élections d'hier», a-t-il dit, alors que les législatives devaient initialement se tenir à la fin de l'année, à une date qui n'avait pas encore été fixée. «Comme président du gouvernement et comme secrétaire général du Parti socialiste, j'assume (la responsabilité des) résultats et je pense qu'il est nécessaire de donner une réponse et de soumettre notre mandat démocra-

tique à la volonté populaire», a-t-il ajouté. «Le message reçu hier soir a été très clair, il faut faire les choses autrement», a, pour sa part, commenté le numéro trois du gouvernement, la ministre communiste du Travail, Yolanda Diaz, représentante au sein de l'exécutif de la gauche radicale, dont les résultats ont été particulièrement mauvais dimanche. Sur les 10 régions gouvernées par les socialistes, directement ou dans le cadre d'une coalition, qui étaient en jeu dimanche, les conservateurs du Parti Populaire (PP) en ont conquis six, dont celle de Valence (est), l'une des plus peuplées et riches du pays. Un résultat bien meilleur que prévu. Donné gagnant des législatives par de nombreuses enquêtes d'opinion depuis des mois, le PP s'est, par ailleurs, renforcé dans ses deux bastions régionaux de Madrid et de Murcie (sud-est) et a pris à la gauche les mairies de Valence et de Séville (sud), troisième et quatrième villes du pays. «Nous avons gagné nettement et nous avons fait le premier pas vers un nouveau cycle politique dans le pays», a affirmé dans la nuit Alberto Núñez Feijóo, chef du PP et potentiel successeur de Pedro Sánchez à la tête de l'Espagne. Le parti de droite aura toutefois besoin du soutien de Vox, un parti d'extrême droite, pour pou-



PH. &gt; D. R.

voir gouverner dans la quasi-totalité des régions qu'il a conquises dimanche, mais aussi, selon les sondages, au niveau national après les législatives s'il les remportent. Une équation problématique pour le PP, qui essaie de projeter une image modérée et qui a déjà été embarrassé par les prises de position de la formation ultranationaliste en Castille-et-Léon, la seule région où les deux formations gouvernent ensemble. La convocation de ces législatives anticipées est un énième coup de poker de Pedro Sánchez, arrivé au pouvoir il y a cinq ans à la faveur d'une motion de censure contre le conservateur Mariano Rajoy suite à la condamnation du PP par la justice dans un méga-procès pour corruption. «Il tente le tout

pour le tout, car la seule alternative était (d'assister à) six mois d'hémorragie du gouvernement», analyse Oriol Bartomeus, politologue à l'Université autonome de Barcelone. Pour Antonio Barroso, analyste du cabinet Teneo, le Premier ministre socialiste veut avant tout essayer de «limiter les dégâts» après les «résultats désastreux» de dimanche. Il pense également pouvoir tirer profit de la peur de l'extrême droite et «mobiliser les électeurs de gauche contre un potentiel gouvernement PP-Vox au niveau national», au moment même où ces deux formations négocieront la formation d'exécutifs dans plusieurs régions espagnoles, ajoute l'expert. R. C.



## Commentaire

Réélection

Par Fouzia Mahmoudi

Si pour des millions de Turcs la réélection de Recep Tayyip Erdogan est une victoire, pour des millions d'autres, qui espèrent une alternative politique depuis des décennies, c'est un immense échec. En effet, l'opposition qui avait pour la première fois en vingt ans mis de côté les dissensions et les ambitions personnelles pour présenter un candidat unique, n'a pas su convaincre dans la dernière ligne droite. Pourtant, la tenue même d'un second tour avait donné espoir aux anti-Erdogan, mais celui-ci aura une fois encore eu raison de ses adversaires. Il y a deux semaines, Recep Tayyip Erdogan avait dû attendre 1 heure du matin pour apparaître devant ses partisans. Dimanche, à l'issue du second tour de la présidentielle, il a pu célébrer sa victoire à 20 heures, avant la tombée de la nuit. Une foule de supporters agitait des drapeaux turcs et se massait dans l'enceinte de son palais, sur les hauteurs d'Ankara. «Bye bye Monsieur Kemal», a-t-il lancé. L'écart en faveur du président sortant, après le premier tour de cette élection, s'est avéré impossible à combler pour son adversaire, Kemal Kilicdaroglu. Les résultats du 14 mai n'ont guère évolué ce dimanche et Recep Tayyip Erdogan maintient une avance d'environ 2,5 millions de voix. Il arrive en tête dans plus de 50 provinces sur 82. Il obtient 52 %, contre près de 48 % à son adversaire. Les votes qui étaient allés en faveur de Sinan Ogan, le candidat ultranationaliste du premier tour, se sont dispersés entre les deux prétendants, sans jouer de rôle décisif. Le principal opposant à Erdogan avait pourtant durci son discours dans l'entre-deux-tours contre les migrants syriens, promettant de les renvoyer dans leur pays dans les deux mois qui suivraient son élection. Mais dans ces deux semaines de campagne de second tour, l'opposition aura eu du mal à faire abstraction de ses divisions et de l'incohérence de son projet. En face, Erdogan a rassuré et s'est montré sûr de lui. Cette élection confirme la totale maîtrise du processus électoral par Erdogan, malgré un contexte défavorable. Ni la profonde crise économique vécue par les foyers turcs ni les effets de la catastrophe sismique de février n'ont empêché le maître d'Ankara de remporter une nouvelle victoire, tout en préservant l'apparence d'une élection démocratique. Vladimir Poutine, qui a récemment collaboré étroitement avec son homologue turc, a estimé que la victoire d'Erdogan était «le résultat logique de son travail dévoué à la tête du pays et une preuve évidente du soutien de la population à sa politique». Le président turc a notamment évoqué les «efforts» déployés, selon lui, par Erdogan «pour renforcer la souveraineté de l'État et mener une politique étrangère indépendante». Quant à son adversaire dans ce scrutin turc, Kemal Kilicdaroglu, défait à l'issue de ce second tour, il a lui exprimé sa «tristesse» pour l'avenir de la Turquie. «Je suis profondément triste face aux difficultés qui attendent le pays», a-t-il déclaré depuis le siège de son parti dans la capitale. Car cette victoire d'Erdogan délie une fois encore un peu plus les mains du président turc qui voit sans conteste dans sa réussite de dimanche, un blanc-seing délivré par le peuple. Et c'est en quelque sorte le cas, car le président réélu a désormais les mains libres pour gouverner jusqu'en 2028. «Demain, c'est 2024. Etes-vous prêts à remporter les élections locales à Istanbul ?», a lancé le président à ses troupes. La perte d'Istanbul en 2019 au profit d'un candidat de l'opposition, après 25 ans de gouvernance de l'AKP, avait laissé présager un possible changement à la tête du pays, mais les Turcs en auront décidé autrement. Il ne reste plus qu'à souhaiter que cette décision ne soit pas amèrement regrettée dans les années qui viennent.

F. M.

Somalie

## Que sait-on sur l'attaque d'une base de l'UA par les shebab ?

Le président ougandais Yoweri Museveni a présenté ses condoléances aux familles des soldats tués vendredi 28 mai en Somalie dans une attaque des shebab contre une base de l'Union africaine. Il concédait implicitement la présence de victimes dans ce violent assaut, pour lequel aucun bilan n'a été communiqué. L'assaut a visé la base de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (Atmis) à Bullo Marer, à 120 kilomètres au sud-ouest de la capitale Mogadiscio. Il a été revendiqué par les shebab, groupe affilié à al-Qaïda. Le groupe djihadiste combat depuis 2007 le gouvernement fédéral soutenu par la communauté internationale, afin d'instaurer la loi islamique en Somalie. L'Atmis (Mission de transition de l'Union africaine en Somalie) compte environ 20 000 militaires, policiers et civils venus d'Ouganda, du Burundi, de Djibouti, d'Éthiopie et du Kenya. Elle a pris le relais en avril 2022 de l'Amisom (la force de maintien de la paix africaine en Somalie), déployée à partir de 2007 pour combattre

l'insurrection shebab. «Une base de l'Atmis à Bullo Marer a été attaquée par les shebab. Les forces de l'Atmis évaluent actuellement la situation sécuritaire», avait annoncé vendredi 26 mai dans un bref communiqué la force de l'Union africaine en Somalie, qui communique rarement sur le bilan des attaques visant ses troupes. Le porte-parole de l'armée ougandaise, Félix Kulayigye, avait également confirmé dans un communiqué l'attaque menée «au petit matin» contre cette base abritant des troupes ougandaises. Elle a été condamnée par les États-Unis et l'Union européenne. «Un kamikaze a conduit un véhicule avec des explosifs ciblant d'abord la base de l'Atmis et des combats à l'arme automatique ont éclaté. Les terroristes ont été contraints de battre en retraite», a détaillé à l'AFP Mohamed Yerow Hassan, commandant militaire de l'armée somalienne. «Il y a eu de violents combats. Les forces de l'UA et les forces somaliennes ont repoussé les assaillants et la situation est revenue à la normale», a-t-il poursuivi. Selon le pré-

sident Yoweri Museveni, face à «800 terroristes, certains des soldats n'ont pas réagi comme attendu et ont paniqué, ce qui les a désorganisés et les shebab en ont profité pour envahir la base et détruire une partie de l'équipement». L'armée ougandaise a annoncé, samedi 27 mai, envoyer «une équipe sur place pour déterminer les circonstances de cet assaut». «Des renforts de l'unité d'aviation de l'Atmis et des alliés ont réussi à détruire les armes en possession des militants shebab», avait également indiqué l'Atmis. Le commandement de l'armée américaine pour l'Afrique a confirmé avoir «mené une frappe aérienne» vendredi 26 contre des shebab, «à proximité de la base d'opérations avancée de l'Atmis de Bullo Marer» et «détruit des armes et des équipements illégalement pris». Chassés des principales villes du pays en 2011-2012, les shebab restent solidement implantés dans de vastes zones rurales, d'où ils continuent de mener des attentats contre des cibles sécuritaires et civiles.

Campagne de nettoyage à Tikjda

# 15 tonnes de déchets collectées

■ Quinze tonnes de déchets ont été collectées lors d'une vaste campagne de nettoyage du massif forestier s'étendant de la localité de Slim (commune de Haizer) jusqu'au massif de Tikjda, au nord-est de Bouira, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Par Faten D.

Lancée par les autorités locales, la campagne de nettoyage enregistre la participation de plusieurs services, dont ceux de la commune d'El Asnam (de laquelle relève le site touristique de Tikjda) ainsi que l'Entreprise publique industrielle et commerciale (EPIC) «Nadhif» et plusieurs associations environnementales, culturelles et sportives de la wilaya.

«Cette quantité de déchets, en tous genres, a été collectée au premier jour de la campagne de nettoyage par les participants à cette opération qui s'est poursuivie jusqu'à hier», a expliqué la chargée de communication de la wilaya, Leila Merzouk, précisant

que les déchets collectés ont été directement transférés au centre d'enfouissement technique (CET) de Bouira.

Le nettoyage de cette zone touristique a débuté depuis la localité de Slim, longeant la route nationale (RN) 33, et la campagne se poursuit pour couvrir le long de cette route menant vers la station climatique de Tikjda, selon la même responsable.

«La campagne a été scindée en trois axes, à savoir de Slim jusqu'au stade d'Aswel, puis de l'intersection de Tikjda vers le chalet du Kef, et le dernier axe est celui s'étendant du Centre national de sport et de loisirs de Tikjda (CNSLT) jusqu'à la sortie du site», a précisé M<sup>me</sup> Merzouk. «Le jet anarchique de déchets

à Tikjda et dans d'autres lieux touristiques relevant du Djurdjura est un phénomène qui a pris de l'ampleur ces dernières années à Bouira», a regretté la directrice de l'environnement, M<sup>me</sup> Hadji Djuher, qui a estimé que cette situation est due, d'abord à «l'incivisme» des citoyens, puis à «l'absence des services communaux qui n'ont pas mis en place les moyens nécessaires pour protéger ce site».

Pour sa part, le directeur local de l'entreprise Nadhif, Matari Abdelfettah, a jugé «indispensable» de mettre en place les moyens nécessaires de pré-collecte sur ce genre de sites et de mener des campagnes de sensibilisation auprès des citoyens, afin de préserver ces sites naturels et touristiques.



Sur la route menant vers Tikjda, le visiteur peut constater des amas de canettes, des bouteilles de boissons vides, en verre et en plastique, et autres déchets en tous genres, qui s'en-

tassent tout le long de la RN 33. Les bas-côtés de la voie sont aussi jonchés de décharges à ciel ouvert, a-t-on constaté.

F. D.

Conférence régionale

## Renforcer la coopération entre acteurs pour des solutions contre la pollution plastique

Les participants à une conférence régionale sur «Le rôle de la société civile dans la protection de l'environnement contre la pollution plastique», organisée samedi à Sidi Bel-Abbès, ont insisté sur la nécessité de renforcer la coopération entre différents acteurs pour trouver des solutions efficaces en matière de lutte contre ce phénomène représentant une menace grandissante pour l'écosystème. Les intervenants ont mis l'accent, entre autres, sur l'importance d'un débat participatif regroupant les instances exécutives chargées notamment des

volets environnementaux et juridiques, des représentants de la société civile et des opérateurs économiques pour aboutir à des solutions fiables pour juguler la pollution plastique et contribuer, par conséquent, à gagner le pari de l'économie circulaire, amie de l'environnement. Le président de l'Organisation algérienne de l'environnement et de la citoyenneté, Sofiane Affane, a souligné que «devant la multiplication des domaines utilisant le plastique, en raison de son coût abordable, de l'explosion démographique et du développement des secteurs de pro-

duction, des mécanismes sont nécessaires pour la maîtrise de l'utilisation du plastique et la valorisation des déchets». Au passage, il a suggéré «l'adoption de plans étudiés pour la valorisation des déchets plastiques et la proposition participative de mesures de substitution contribuant à la concrétisation d'une gouvernance durable de gestion des déchets plastiques». Pour sa part, la directrice de l'environnement de Sidi Bel-Abbès, Safia Djabeur, a affirmé que la pollution plastique en Algérie représente un danger et une menace grandissante pour l'écosys-

tème et la santé publique, ce qui nécessite le renforcement de la sensibilisation et l'action pour réduire les dangers environnementaux. La rencontre, abritée par la Faculté des sciences naturelles et de la vie de l'Université «Djilali-Liabes» de Sidi Bel-Abbès, a abordé les mesures participatives intégrées et efficaces pour la réduction de la pollution plastique, ainsi que les obstacles entravant la gestion des déchets plastiques, en plus de la recherche de voies et moyens de protection de l'environnement contre ce phénomène.

F. D.

Littoral oranais

## Recensement de 19 espèces marines invasives

Dix-neuf espèces marines invasives, animales et végétales, ont été recensées sur le littoral oranais, grâce à une étude menée par Hussein Keis Boumediene, enseignant à la Faculté des sciences de la nature et de la vie relevant de l'université Oran1.

Cet enseignant universitaire, membre du réseau de surveillance environnemental de l'université d'Oran1, a mené un travail de recensement des espèces invasives, animales et végétales existant sur le

littoral oranais, depuis 2004.

«Le travail est basé sur le constat, avec 10 sites choisis pour l'exploration en plongée sous-marine», a-t-il indiqué, ajoutant qu'il s'agit de prendre des photos-identification des espèces invasives rencontrées entre la surface et 30 mètres de profondeur. «En raison des perturbations climatiques, de plus en plus d'espèces de l'Atlantique tropical migrent vers le nord et certaines pénètrent dans la Méditerranée par le détroit de Gibraltar»,

a-t-il expliqué, ajoutant que «l'objectif de ce travail est de fournir une liste noire des espèces envahissantes dans le milieu marin».

«Nous avons observé la présence de 19 espèces invasives, soit 6 espèces floristiques et 13 espèces faunistiques», a-t-il encore précisé. M. Boumediene a souligné l'importance de créer un réseau d'éco-vigilance pour suivre l'évolution de ces espèces invasives, dont la prolifération peut constituer un danger sur l'équi-

libre des écosystèmes locaux.

Alors que la présence de certaines espèces invasives sur le littoral oranais est toute récente, comme pour le poisson lapin, celle d'autres espèces comme certaines algues toxiques (raisin de mer) remonte à plusieurs décennies, explique M. Boumediene, soulignant l'importance de créer des listes noires, locales, régionales et nationale, qui énumèrent toutes les espèces signalées.

Ali N.

Climat

## Les villes responsables d'environ 70 % des émissions de gaz à effet de serre

Les villes, qui abritent plus de la moitié de la population mondiale et sont responsables d'environ 70 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, sont au cœur du défi climatique, affirme un nouveau rapport de la Banque mondiale. Le rapport, intitulé en anglais «Thriving : Making Cities Green, Resilient, and Inclusive in a Changing Climate», analyse le rôle fondamental des villes à la fois pour enrayer le changement climatique et protéger les popu-

lations de ses conséquences.

Sur la base de données concernant plus de 10 000 villes du monde entier, cette nouvelle analyse met en lumière leur rôle central dans l'amélioration de la prospérité, de la santé et de la sécurité des populations, et dans l'inversion des effets négatifs du changement climatique sur l'alimentation, l'eau, la biodiversité et bien plus encore.

Bien que les villes des pays à revenu faible ne contribuent qu'à environ 14 % de l'ensemble des

émissions urbaines mondiales de CO<sub>2</sub>, le rapport souligne que ce sont celles des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure qui seront exposées aux risques climatiques les plus graves. En outre, les villes des pays à revenu faible devront se développer sans suivre les trajectoires d'émissions historiques des agglomérations des pays à revenu élevé si nous voulons parvenir à zéro émission nette d'ici à 2050, indique l'institution financière internationale. En

l'absence d'innovation et d'investissement pour verdir ces villes, les émissions mondiales de GES resteront supérieures au niveau requis pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius, même si les pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure parviennent à atteindre un niveau nul d'émissions nettes d'ici à 2050. Selon le rapport, il est urgent que les villes adoptent des stratégies d'urbanisme intégrées et vertes qui répondent à ces problématiques

interdépendantes, notamment en investissant dans les espaces verts et les infrastructures durables.

La hausse prévue de 2,5 milliards de citadins d'ici à 2050 pèsera davantage sur les ressources en eau et les infrastructures des villes. Par conséquent, la protection et la restauration des écosystèmes tels que les forêts sont des leviers essentiels de la résilience urbaine et de la sécurisation de l'approvisionnement en eau.

R. S.





## Athlétisme/Semi-marathon des Sables d'Olonne Cinq Algériens sur le podium

**CINQ COUREURS** algériens (trois dames et deux messieurs) ont figuré dans le podium du semi-marathon des Sables d'Olonne, disputé dimanche matin en France.

Il s'agit de Nawel Yahi, qui s'est imposée devant ses compatriotes Souad Aït Salem (2<sup>e</sup>) et Malika Ben Derbal (3<sup>e</sup>), alors que chez les messieurs, Youcef

Addouche a pris la deuxième place, en 1h05:45", devant son compatriote Menad Lamrani, ayant complété le podium en 1h06:03". Pour sa part, Nawel Yahi avait bouclé la distance en 1h15:18", avec quelques secondes de mieux que Souad Aït Salem (1h15:42") et le chrono de Malika Ben Derbal était de 1h17:21".

Cyclisme sur piste/Dublin Track International

## 2<sup>e</sup> place pour Chalel dans la Course aux points

**LE CYCLISTE** algérien Yacine Chalel a décroché la deuxième place dans la Course aux points du tournoi International de Dublin, disputée dimanche après-midi dans la capitale irlandaise. Une belle progression pour l'international algérien de 27 ans, sociétaire de l'équipe française Giant Dijon Track Team, qui un peu plus tôt dans la matinée avait décroché la troisième place sur le Scratch, alors qu'il s'était contenté de la sixième place la veille, sur l'Omnium. «Je rentre de Dublin avec deux podiums,

mais avec la déception d'avoir manqué de très peu une première victoire dans une course UCI, que je convoite depuis quelque temps déjà», a-t-il regretté sur sa page Facebook. L'international algérien a eu un programme de compétitions relativement chargé en ce début du mois de mai, avec tout d'abord le Grand Prix de Prague, puis les 500+1 de Brno, également en République tchèque. Avec le Dublin Track International, il est revenu en Irlande quatre ans après sa première compétition dans ce pays.

Athlétisme/Meeting international de Forbach (31<sup>e</sup> édition)

## Abdenouz deuxième sur le 800 mètres

**LE DEMI-FONDISTE** algérien Ramzi Abdenouz a décroché la deuxième place sur le 800 mètres du Meeting international de Forbach, disputé dimanche en France. L'international algérien a bouclé la distance en 1h45:62", derrière le jeune Ethiopien Ephrem Mekonnen, vainqueur en 1h44:87", au moment où le Britannique Samuel Reardon a

complété le podium en 1h46:56". Longtemps classé en challenger, le rendez-vous forbachois s'inscrit à partir de cette année dans la catégorie bronze, sur demande de la Fédération internationale d'athlétisme. Un niveau supérieur qui permettra aux athlètes d'engranger plus de points, c'est une bonne chose, de l'avis de la plupart des participants.

Championnat régional de bodybuilding à Tissemsilt

## Illustration des athlètes d'Oran et de Tissemsilt

**LES ATHLÈTES** d'Oran et de Tissemsilt se sont illustrés au Championnat régional «Ouest» de bodybuilding, clôturé samedi soir au Centre culturel de Tissemsilt, à l'issue de deux jours de compétition. Les athlètes oranais du club amateur de Sidi Chahmi et ceux des Achbal de Tissemsilt ont imposé leur domination dans cette compétition, qui s'est déroulée dans une bonne ambiance et à laquelle avait assisté un public nombreux. Le niveau technique de la compétition a été jugé «appréciable», selon les spécialistes présents à Tissemsilt.

Cette compétition de culturisme, organisée par le club

amateur «Achbal Tissemsilt» de bodybuilding et power lifting, en collaboration avec la Fédération algérienne de la discipline, a mis en lice plus de 80 concurrents dans quatre styles : le bodybuilding, bodybuilding Classic, Classic physique et Men's physique dans différentes catégories de poids, représentant les wilayas de Béchar, El-Bayadh, Saïda, Relizane, Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Oran et Tissemsilt. A l'issue de cette phase régionale, les trois premiers de chaque style se sont qualifiés pour la phase finale du Championnat d'Algérie, prévue le mois de septembre prochain à Constantine.

Ligue 2 / Groupe Centre-Ouest (30<sup>e</sup> journée)

## Le match MCB Oued Sly-SC Mecheria délocalisé

**LE MATCH** MCB Oued Sly - SC Mecheria, initialement prévu au stade Maâmar-Sahli de Chlef, pour le compte de la 30<sup>e</sup> journée de Ligue 2 algérienne de football (Groupe Centre-Ouest), a été finalement délocalisé au stade Mohamed-Boumezzrag, situé dans la même ville, et annoncé, dimanche, la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

«Le coup d'envoi de la rencontre a été maintenu pour le vendredi 2 juin à 16h30», a enco-

re précisé l'instance dans un bref communiqué diffusé sur son site officiel. Le MCBOS, qui occupe actuellement la 6<sup>e</sup> place au classement général avec 46 points, reste sur une lourde défaite face au NA Hussein Dey (4-2), alors que le SC Mecheria (47/51 pts) s'est fait surprendre à domicile par le CR Témouchent (2-3). Une très bonne opération pour ce dernier, qui grâce à cette importante victoire en déplacement grimpe à la 5<sup>e</sup> place avec 48

points. Cette trentième journée du Groupe Centre-Ouest sera marquée par le duel au sommet entre l'ES Ben Aknoun et l'ES Mostaganem, entre le leader (66 pts) qui reçoit son dauphin (65 pts). Un choc des titans, considéré comme un duel direct pour l'accession en Ligue 1 Mobilis. Il se jouera également à partir de 16h30, au stade Abada-Mohamed-Larbi, suivant la dernière programmation de la LNFA.

## Coupe de la CAF (Finale - aller)/ Après le succès face aux Young Africans

# Benchikha exige une totale concentration

■ L'entraîneur de l'USM Alger, Abdelhak Benchikha, a prévenu contre tout excès de confiance, à l'issue de la victoire de son équipe dimanche face aux Tanzaniens Young Africans (2-1), en finale (aller) de la Coupe de la Confédération africaine de football, disputée au stade Benjamin-Mkaba à Dar Es-Salam.



Par Mahtoud M.

«**N**ous n'avons pas encore remporté le trophée, et je suis conscient de ce que j'avance. Les Young Africans n'auront rien à perdre lors du match retour, qui sera une autre paire de manches puisque différent du premier. Nous devons rester concentrés, nous n'avons fait qu'un pas vers le titre», a réagi Benchikha face à la presse à l'issue de la partie, demandant une totale concentration pour le match retour qui reste très important. Le club algérois a réalisé une belle opération en s'imposant en déplacement, grâce à des buts de Mahious (32<sup>e</sup>) et Merili (84<sup>e</sup>), alors que l'unique réalisation de «Yanga» a été l'œuvre du Congolais Fiston Mayele (82<sup>e</sup>). «Je suis très content de ce résultat, pour nos supporters et pour l'Algérie. Nous avons réalisé une première période exemplaire de haut niveau, notamment sur le plan tactique. La deuxième mi-temps a été difficile devant un

adversaire coriace, mais nous avons su la gérer après avoir marqué le deuxième but juste après l'égale». Et d'enchaîner : «Les joueurs étaient bien en place, en fermant les espaces, la communication entre eux sur le terrain a été l'une des clés du succès». La finale «retour» se jouera le samedi 3 juin au stade olympique du 5-Juillet (20h00) et sera dirigée par l'arbitre mauritanien Beida Dahane, assisté de

Le coach usmiste est très heureux pour le club et ses supporters

l'Angolais Jerson Emiliano dos Santos (1<sup>er</sup> assistant) et du Mozambicain Arsénio Chadreque Maringule (2<sup>e</sup> assistant). Un nul vierge sera suffisant pour le bonheur des Rouge et Noir qui restent déterminés à confirmer la victoire acquise lors du match aller et fêter le sacre avec leurs supporters qui se présenteront en force pour les soutenir.

M. M.

FC Lugano

## Amoura dans le viseur de Toulouse FC

**L'ATTAQUANT** international algérien du FC Lugano (Div.1 suisse de football), Mohamed Amine Amoura, est convoité par Toulouse FC (Ligue 1 française), en vue d'un éventuel transfert durant l'intersaison, rapporte, dimanche, la presse locale. Un temps pressenti à Anderlecht (Div.1 belge), Amoura (23 ans) fait partie des joueurs suivis par Toulouse, récent vainqueur de la Coupe de France. D'autres clubs français sont également intéressés, précise la même source. En 33 matchs disputés jusque-là avec le FC Lugano, dont 9 titularisations, Amoura a marqué 9 buts et délivré 3 passes déci-

sives, toutes compétitions confondues. Amoura avait rejoint le FC Lugano en août 2021 pour un contrat de quatre saisons en provenance de l'ES Sétif. Il s'était distingué avec l'Entente avant son arrivée en Suisse en marquant 15 buts en championnat (saison 2020-2021). Ses prestations lui ont valu une convocation en équipe nationale, à l'occasion de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) disputée au Cameroun, marquée par une élimination dès le premier tour de la compétition. Il compte aujourd'hui 9 sélections avec les «Verts» (2 buts).

Paradou AC

## Les U15 ont eu un parcours honorable au tournoi de Lyon

**LES JEUNES** de la catégorie U15 du Paradou AC ont réalisé un parcours très honorable lors du tournoi de Lyon auquel ils ont participé depuis le 27 mai dernier, et ce, jusqu'à hier. Ainsi, le PAC a battu Villefranche (3/0) et Lausanne (Suisse) sur le score d'un but à zéro, s'est neutralisé

avec les formations de l'O Marseille et du FC Vaulx en Velin, alors qu'il a perdu face aux Suisses de Young Boys. Ce genre de tournoi permet aux jeunes de s'acclimater avec le haut niveau pour parfaire leur formation.

M. M.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Regards

## L'immigration, une fixation française

**E**ric Ciotti, président de «Les Républicains», invité de Cyril Hanouna, s'exprimait au sujet de l'immigration. Selon lui, «74 % des Français disent qu'il y a trop d'immigrés». Lorsque Cyril Hanouna lui demande sur le plateau de Touche pas à mon poste «en quoi l'immigration est un si gros problème ?» Pour lui, le premier problème est le sujet de l'intégration et le nombre d'immigrés. Il déclare que 24 % des prisonniers sont des étrangers et dit que «90 % des vols à la tire sont commis par des étrangers». Il évoque «un message de dissuasion comme solution pour éviter l'arrivée des immigrés». Lorsque le chroniqueur Gilles Verdez lui demande si effectivement il y avait moins d'immigrés il y aurait moins d'insécurité, le Républicain lui rétorque que oui, le taux d'insécurité diminuerait. L'invité soutient qu'il est pour le retour du délit de séjour clandestin, sachant, selon lui, qu'entre 800 000 et 1 million d'étrangers séjournent en France en situation irrégulière, ajoutant que même les lois sur l'immigration légale devraient être revues. Gerald Darmanin répond : «Chiche ! Travaillons ensemble». Le gouvernement serait prêt à négocier la fermeté à appliquer vis-à-vis des mineurs clandestins et le peuple semble pour un durcissement des lois également. Violette Spillebout, députée «Renaissance», a déclaré sur la chaîne BFM TV qu'elle encourage à garder ceux qui sont là pour travailler et qui travaillent vraiment. Elle parle d'une peur de l'autre qui pousse à l'extrême. On se retrouve donc face à un duel intense entre l'extrême gauche et l'extrême droite.

Mehdi Mahmoudi

Coupe de la CAF

## L'USMA refuse de jouer au stade Nelson-Mandela

**L'USM ALGER** a refusé de jouer la finale retour de la Coupe de la Confédération africaine au stade Nelson-Mandela de Baraki, après qu'on lui ait proposé de la disputer sur cette nouvelle enceinte. Le directeur du Conseil d'administration de l'USMA, Ahmed Arab, a souligné que son club préfère évoluer au stade du 5-Juillet qui a une plus importante capacité d'accueil, puisqu'il peut aller jusqu'à

80 000, voire 90 000 supporters, alors que le stade de Baraki ne peut accueillir que 40 000 fans. «De plus, avec le stade de Baraki les supporters doivent se déplacer par bus à travers des points de rassemblement, notamment les Sablettes, ce qui ne les arrange pas, et ce, en l'absence de parking dans ce stade», a expliqué Arab.

M. M.

In Guezzam

## Une étude pour la création d'une ZET en cours d'exécution

**UNE ÉTUDE** technique pour la création d'une zone d'expansion touristique (ZET) à In-Guezzam est en cours d'exécution dans le but d'ouvrir de nouvelles opportunités d'accès au foncier aux investisseurs, a-t-on appris hier de la Direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA). S'étendant sur une superficie de 20 hectares au niveau de la localité de «In-Aradigh», au chef-lieu de wilaya, cette future ZET qui devrait être intégrée prochainement dans le plan d'aménagement touristique, permettra une fois opérationnelle d'accueillir des investissements susceptibles de booster la dynamique touristique dans la région, a affirmé à l'APS le directeur du secteur, Mahdi Zidani. A ce titre, la DTA s'engage à attirer les porteurs de projets et les opérateurs économiques concernés, appelés à contribuer à l'exploitation des potentialités que recèle cette wilaya de l'extrême sud du pays,

en donnant ainsi un nouveau souffle à l'activité touristique et au développement local, a-t-il souligné. Pour combler le déficit en matière de structures touristiques et améliorer les capacités d'accueil, deux hôtels retenus dans le cadre de l'investissement privé, d'une capacité de 45 et 116 lits, sont en cours de réalisation au chef-lieu de wilaya, a ajouté M. Zidani. S'agissant de l'artisanat, la wilaya d'In-Guezzam recense actuellement 340 artisans, en plus de six associations activant dans différents métiers ayant pour objectif de valoriser le patrimoine culturel, matériel et immatériel de la région, entre autres, l'artisanat, l'art culinaire, les costumes traditionnels et les bijoux targui en argent. La wilaya d'In Guezzam regorge également de plusieurs sites touristiques et surtout les peintures et les gravures rupestres de la préhistoire, dispersées dans le sud de l'Ahaggar

## Après les fortes précipitations enregistrées: Taux de remplissage des barrages en hausse



Djalou@hotmail.com

Prévention et lutte contre le crime à Béjaïa

## 266 affaires criminelles traitées le mois dernier

■ Au total, 392 personnes sont impliquées dans plusieurs affaires criminelles et délictuelles enregistrées le mois d'avril dernier à travers la wilaya de Béjaïa.

Par H. Cherfa

**P**armi ces personnes, «53 ont été écrouées», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse dans lequel est dressé le bilan

des affaires enregistrées dans le cadre de la lutte contre le crime durant le mois dernier. La police judiciaire de la sûreté de wilaya a traité «266 affaires criminelles durant le mois d'avril dernier». Parmi ces affaires, on note 47 atteintes à la chose publique mettant en cause 129 individus, dont 3 mis aux arrêts, 97 atteintes aux personnes impliquant 105 individus, dont 8 écroués. Dans le registre de la lutte contre les stupéfiants, les services de sûreté de wilaya ont réussi à interpellier 85 suspects, parmi lesquels 26 ont été écroués après traitement de 61 affaires. Durant le mois d'avril, 10 affaires d'atteinte aux mœurs ont également été traitées et une personne a été mise aux arrêts. S'agissant des atteintes à la finance et à l'économie, la sûreté de wilaya fait part dans son bilan mensuel de «12 affaires impliquant 13 suspects, dont 2 ont été arrêtés et emprisonnés». Concernant les atteintes aux biens, 36 affaires ont été recensées, mettant en cause 47 suspects parmi lesquels 12 ont été incarcérés. Trois crimes cybernétiques ont également été recensés par la sûreté de wilaya, qui a procédé à l'arrestation de 3 individus, dont 1 a été écroué, et les autres affaires ont été transmises à la justice. En outre, des descentes policières ont été menées la semaine dernière par

la sûreté de wilaya au niveau des villes côtières de la wilaya de Béjaïa, dont les daïras et communes de Melbou, Souk El-Tennine, Darguina, Aokas, Tichy et Kherrata. Les agents de police déployés sur le terrain ont ciblé certaines places, lieux et quartiers jugés comme points noirs en matière de mauvaises fréquentations et de criminalité. «Au cours de ces opérations, 452 individus, 382 véhicules et 78 motos ont été contrôlés», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un autre communiqué de presse qui nous a récemment été transmis. Les services de sécurité ont vérifié sur le fichier numérique 148 personnes et 118 véhicules. Ces opérations ont abouti à l'interpellation de 30 individus, dont un recherché pour agression physique, en plus de la mise en fourrière de 41 motos et l'établissement de 121 contraventions pour diverses infractions au code de la route, dont 18 délits routiers, manque de vignette auto et 2 délits de coordination. Un véhicule a été mis en fourrière pour défaut total de papiers. Parallèlement à ces descentes, 62 infractions ont été enregistrées en ce qui concerne l'excès de vitesse au cours des contrôles par radar effectués sur la RN09 à Aokas.

H. C.